



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2/Add.1  
15 août 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR  
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT  
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE  
NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES  
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET  
ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE  
LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang (République de Corée, 13–17 octobre 2014)

Point 8 de l'ordre du jour provisoire\*

### PROJET DE MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

*Note du Secrétaire exécutif*

#### I. INTRODUCTION

1. Le paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole de Nagoya crée un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (Centre d'échange APA) dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention sur la diversité biologique. Le Centre d'échange APA sert de moyen de partage d'informations relatives à l'accès et au partage des avantages et permet d'accéder aux informations que fournit chaque Partie pour l'application du Protocole.
2. Le paragraphe 4 de l'article 14 prévoit que les modalités de fonctionnement du Centre d'échange APA, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya (CdP-RdP) à sa première réunion et font l'objet d'examens ultérieurs.
3. Dans le paragraphe 9 de la recommandation 3/4, à sa troisième réunion, le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (Comité intergouvernemental) a prié le Secrétaire exécutif d'élaborer davantage les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, particulièrement en ce qui concerne l'identification des informations obligatoires et non obligatoires en application des dispositions du Protocole de Nagoya, ainsi que le caractère fonctionnel et facile d'utilisation du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, lorsque la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sera plus avancée, compte tenu des points de vue exprimés à la troisième réunion du Comité intergouvernemental et d'autres observations transmises par les Parties et d'autres parties prenantes, aux fins d'examen et d'adoption à la première réunion de la CdP-RdP.
4. Par conséquent, le Secrétaire exécutif a préparé le projet de modalités de fonctionnement qui figure en annexe au présent document aux fins de leur examen et adoption par la CdP-RdP.

\*-UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1

*Annexe*

**PROJET DE MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE APA**

**A. *Rôle du Centre d'échange APA***

1. Le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages prévoit que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (Centre d'échange APA) doit faciliter au minimum l'échange des informations suivantes pour l'application du Protocole :

a) les mesures législatives, administratives et de politique générale en matière d'accès et de partage des avantages pour ce qui est des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (Article 14, paragraphe 2 a));

b) le correspondant national et l'autorité ou les autorités nationales compétentes (Article 14, paragraphe 2 b));

c) les permis ou documents équivalents délivrés au moment de l'accès pour attester de la décision d'accorder le consentement préalable en connaissance de cause et de la conclusion de conditions convenues d'un commun accord (Article 14, paragraphe 2 c)).

2. Au nombre des informations supplémentaires qui pourraient être mises à disposition par le truchement du Centre d'échange APA peuvent figurer les suivantes :

a) les autorités compétentes pertinentes des communautés autochtones et locales, et des renseignements, selon qu'il en est décidé (Article 14, paragraphe 3 a));

b) les clauses contractuelles types (Article 14, paragraphe 3 b));

c) les méthodes et outils développés pour surveiller les ressources génétiques (Article 14, paragraphe 3 c));

d) les codes de conduite et les meilleures pratiques (Article 14, paragraphe 3 d));

e) les points de contrôle désignés en vertu de l'article 17, paragraphe 1 a);

f) les informations collectées ou reçues par les points de contrôle désignés, y compris les certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale, pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques (Article 17, paragraphe 1 a) i) et iii));

g) les initiatives de création et de renforcement des capacités prises aux niveaux national, régional et international (Article 22, paragraphe 6).

3. Le Centre d'échange APA devrait permettre l'échange d'autres informations en application des décisions prises par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

**B. *Caractéristiques du Centre d'échange APA***

4. La création du Centre d'échange APA sera guidée par les principes d'inclusion, de transparence et d'équité et conformément aux caractéristiques suivantes :

a) faire usage d'un portail central fondé sur l'Internet pour donner accès à l'information;

b) fournir un accès à l'information d'une manière simple, conviviale, efficace, sûre, souple et fonctionnelle;

c) offrir un mécanisme de soumissions hors ligne et d'accès à l'information aux Parties qui ont fait savoir au Secrétariat qu'elles souhaitent accéder à cette information;

d) faire usage de formats communs pour soumettre les informations;

- e) faire usage de champs obligatoires dans les formats communs, sans préjudice de la protection des informations confidentielles, afin de s'assurer que l'information minimum requise pour garantir la certitude juridique, la clarté et la transparence est mise à la disposition du Centre d'échange APA;
- f) être conçu pour fonctionner dans les six langues officielles des Nations Unies;
- g) faire usage, s'il y a lieu, de vocabulaires contrôlés dans le cadre du Protocole de Nagoya, qui peuvent être traduits dans les langues officielles des Nations Unies, afin de faciliter l'enregistrement et l'extraction des informations et de faciliter la capacité de recherche des documents dans toutes les langues;
- h) faire usage de métadonnées sur chaque document (c'est-à-dire des identificateurs descriptifs comme le nom, la date et l'auteur) pour faciliter l'enregistrement et l'extraction des informations;
- i) exiger que les métadonnées qui décrivent les données primaires (comme par exemple les éléments qui décrivent le contenu d'une mesure législative tiré d'un vocabulaire contrôlé) soient fournies au Centre d'échange APA dans une langue officielle des Nations Unies tout en reconnaissant que les données primaires, qui sont le contenu de fond du Centre d'échange APA (comme par exemple une mesure législative), peuvent lui être soumises dans la langue originale;
- j) encourager les Parties et les autres gouvernements à fournir également des traductions à titre gracieux des données primaires soumises au Centre d'échange APA dans une des langues officielles des Nations Unies;
- k) permettre qu'un mécanisme puisse modifier ou actualiser l'information tout en préservant la certitude juridique, la clarté et la transparence conformément au Protocole de Nagoya, en particulier dans le cas d'un permis ou de son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale. Dans ces cas là, le permis original ou son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale doit être archivé et son statut pris en compte dans le document;
- l) faire usage d'identificateurs uniques engendrés par le Centre d'échange APA pour rechercher et extraire des informations figurant sur des certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale;
- m) ne pas inclure des données confidentielles car toutes les informations publiées dans le Centre d'échange APA sont accessibles au public et, si elles sont publiées, l'autorité éditoriale et les autres utilisateurs du Centre d'échange APA confirment que les informations publiées ne sont pas confidentielles;
- n) être conçu pour être interopérable et pour échanger des informations avec d'autres bases de données et systèmes;
- o) permettre la participation active des communautés autochtones et locales pour l'échange d'informations sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques;
- p) appuyer l'échange d'informations pour aider les Parties à créer et renforcer leurs capacités en vue de faciliter l'application du Protocole de Nagoya;
- q) donner aux usagers la possibilité de faire des observations sur sa création;
- r) renforcer les fonctions et les activités en réponse à une demande claire et identifiée, et fondée sur une expérience additionnelle et les ressources disponibles.

### **C. Administration du Centre d'échange APA**

5. Le Secrétariat administrera le portail central du Centre d'échange APA et il aura notamment les fonctions suivantes :

- a) développer et tenir à jour le portail central et les bases de données centrales pour veiller à ce que le Centre d'échange APA soit accessible, convivial, consultable et compréhensible;
- b) identifier, examiner et mettre au point selon que de besoin des formats communs pour mettre les informations à la disposition du Centre d'échange APA;

- c) fournir aux Parties, aux autres gouvernements, aux communautés autochtones et locales et autres parties prenantes une assistance technique pour enregistrer et extraire les informations;
- d) coopérer le cas échéant avec les organisations et entités nationales, infrarégionales, régionales et internationales concernées;
- e) permettre selon que de besoin l'échange d'informations avec d'autres fournisseurs de données à l'appui de l'application du Protocole de Nagoya;
- f) enregistrer au nom des Parties, sur demande, les soumissions hors ligne d'informations au Centre d'échange APA;
- g) fournir, lorsque les Parties en font la demande, des dispositifs de stockage des données portatifs qui contiennent des informations disponibles par le truchement du Centre d'échange APA;
- h) remplir d'autres fonctions administratives comme en fait la demande la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

***D. Rôle et responsabilités des autorités nationales en ce qui concerne le Centre d'échange APA***

6. Le correspondant national sur l'accès et le partage des avantages communiquera au Secrétariat la désignation de l'autorité éditoriale pour le Centre d'échange APA, dont les fonctions comprendront les suivantes :

- a) autoriser la publication de tous les documents nationaux enregistrés au Centre d'échange APA;
- b) participer activement à la mise à disposition d'informations sur le Centre d'échange APA;
- c) veiller à ce que les informations mises à disposition sur le Centre d'échange APA soient complètes, non confidentielles, pertinentes et à jour;
- d) oeuvrer en liaison avec le Secrétariat concernant la création et le fonctionnement du Centre d'échange APA;
- e) faciliter le travail en réseau et le renforcement des capacités des utilisateurs nationaux autorisés ainsi que d'autres utilisateurs du Centre d'échange APA, y compris les communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes.

7. L'autorité éditoriale peut désigner un ou plusieurs utilisateurs nationaux autorisés pour contribuer à l'élaboration de projets de documents nationaux.

***E. Supervision et avis techniques***

8. Le Secrétariat peut demander l'assistance d'un comité consultatif informel, constitué et coordonné d'une manière transparente par le Secrétaire exécutif, l'accent étant mis en particulier sur la prestation d'orientations techniques concernant la résolution de questions techniques issues de la création en cours du Centre d'échange APA.

***F. Rapports sur les activités***

9. Le Secrétariat fournira des informations sur le fonctionnement du Centre d'échange APA à chaque réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Ces informations peuvent inclure :

- a) le nombre, la distribution régionale et le type de documents mis à disposition par le truchement du Centre d'échange APA;
- b) le nombre de permis ou leurs certificats de conformité équivalents reconnus à l'échelle internationale;
- c) la disponibilité des informations dans les six langues officielles des Nations Unies;

- d) les rapports sur les collaborations entre le Centre d'échange APA et les organisations concernées pour l'échange de données pertinentes;
- e) le retour d'informations sur le fonctionnement du Centre d'échange APA fournies par les utilisateurs;
- f) la mesure et l'analytique fondées sur l'utilisation externe du Centre d'échange APA, y compris le nombre de visiteurs, pour aider à comprendre le fonctionnement et l'efficacité du site Web;
- g) les informations sur les dépenses de fonctionnement, y compris les fonds et les ressources additionnelles nécessaires.

#### ***G. Examen périodique***

10. La mise en place et le fonctionnement du Centre d'échange APA seront soumis à un examen périodique, qui devrait viser à inclure des consultations avec un large éventail de Parties et d'utilisateurs du Centre d'échange APA. Des examens périodiques devraient ensuite avoir lieu conformément à l'article 31 du Protocole de Nagoya.

---